



SESSION ORDINAIRE 2022-2023

17 JANVIER 2023

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROPOSITION D'ORDONNANCE

**visant à supprimer l'effet dévolutif de la case
de tête pour les élections communales**

RAPPORT

fait au nom de la commission
des Affaires intérieures

par M. Hicham TALHI (FR)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : MM. Marc-Jean Ghysels, Jamal Ikazban, Mme Fadila Laanan, MM. Ahmed Mouhssin, Hicham Talhi, Mme Dominique Dufourny, MM. Christophe Magdalijns, Francis Dagrin, Mmes Leila Lahssaini, Els Rochette, MM. Mathias Vanden Borre, Guy Vanhengel.

Membre suppléant : M. Emmanuel De Bock.

Autres membres : MM. Juan Benjumea Moreno, Geoffroy Coomans de Brachène, Mme Anne-Charlotte d'Ursel, M. Pierre Kompany, Mme Nicole Nketo Bomele.

Voir :

Document du Parlement :

A-61/1 – 2020/2021 : Proposition de résolution.

GEWONE ZITTING 2022-2023

17 JANUARI 2023

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

VOORSTEL VAN ORDONNANTIE

**met het oog op de afschaffing van de
devolutieve werking van de lijststem
voor de gemeenteraadsverkiezingen**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Binnenlandse Zaken

door de heer Hicham TALHI (FR)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Vaste leden: De heren Marc-Jean Ghysels, Jamal Ikazban, mevr. Fadila Laanan, de heren Ahmed Mouhssin, Hicham Talhi, mevr. Dominique Dufourny, de heren Christophe Magdalijns, Francis Dagrin, mevr. Leila Lahssaini, mevr. Els Rochette, de heren Mathias Vanden Borre, Guy Vanhengel.

Plaatsvervanger: de heer Emmanuel De Bock.

Andere leden: De heren Juan Benjumea Moreno, Geoffroy Coomans de Brachène, mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, de heer Pierre Kompany, mevr. Nicole Nketo Bomele.

Zie:

Stuk van het Parlement:

A-61/1 – 2020/2021: Voorstel van resolutie.

I. Exposé introductif de Mme Anne-Charlotte d'Ursel, auteure principale de la proposition d'ordonnance

Mme Anne-Charlotte d'Ursel indique que dès avril 2015, le groupe MR déposait deux textes demandant de supprimer l'effet dévolutif de la case de tête aux élections communales et régionales.

Durant la législature précédente, un compromis était intervenu entre membres de différents partis de la majorité et de l'opposition pour supprimer de moitié la dévolution de la case de tête aux élections régionales, pour se calquer sur ce qui se faisait déjà aux élections communales à Bruxelles.

Ce compromis qui concernait les élections régionales visait la suppression de la liste des suppléants, la suppression partielle de la dévolution de la case de tête, tout en maintenant la case de tête pour mesurer les poids des différentes listes.

Les arguments invoqués par les défenseurs de la suppression de moitié de la dévolution de la case de tête, et ceux-ci défendent excellemment le texte en discussion aujourd'hui, étaient les suivants :

- le système actuel manque de simplicité, de lisibilité, de cohérence pour l'électeur ;
- il appartient aux électeurs de choisir leurs représentants et non au parti ;
- l'élargissement la démocratie directe au détriment de la particratie ;
- la restauration de la confiance des citoyens en instaurant plus de transparence ;
- le fait de mettre fin au sentiment qu'ont les citoyens d'être dépossédés de leur vote par des partis qui décident à leur place, d'un hold-up de la particratie sur l'expression de leur vote ;
- le respect, enfin, à 100 % du choix de l'électeur sans que les partis tentent de l'infléchir ; et
- le fait que la richesse d'un parti, ce sont ses valeurs, ses idées, sa ligne, son programme, mais aussi la somme de ses individualités qui vont pouvoir appliquer le programme et aussi rapporter le fruit de leur travail de terrain, de leurs études, de leurs recherches, de leur sensibilité à l'aulne de rencontres. Ce n'est pas un bloc monolithique qui risque de ne prendre que des décisions dogmatiques au risque de ne pas tenir compte des difficultés d'une partie de la population.

Ces arguments invoqués à l'époque sont en réalité les mêmes que ceux utilisés aujourd'hui pour défendre la suppression totale de l'effet dévolutif.

Il faut reconnaître que c'est une double dévolution qui fut mise en place par le législateur. Une première fois pour les effectifs, une seconde fois pour les suppléants. Ce qui rend le système proprement illisible pour le citoyen. Un candidat qui a réalisé moins de voix peut passer au soir des élections au nez et à la barbe du candidat qui en a obtenu plus, même parfois beaucoup plus.

I. Inleidende uiteenzetting van mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel, hoofdindienaar van het voorstel van ordonnantie

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel geeft aan dat de MR-fractie al in april 2015 twee teksten heeft ingediend waarin wordt opgeroepen tot afschaffing van de devolutieve werking van de lijststem bij de gemeenteraads- en gewestraadsverkiezingen.

Tijdens de vorige zittingsperiode werd een compromis bereikt tussen leden van verschillende meerderheids- en oppositiepartijen om de overdracht van de lijststem bij de gewestraadsverkiezingen te halveren, in navolging van wat reeds gebeurde bij de gemeenteraadsverkiezingen in Brussel.

Dit compromis, dat betrekking had op de gewestraadsverkiezingen, beoogde de afschaffing van de lijst van opvolgers en de gedeeltelijke afschaffing van de overdracht van de lijststem, met behoud van de lijststem om het gewicht van de verschillende lijsten te meten.

De argumenten van de verdedigers van het halveren van de overdracht van de lijststem - en zij pleiten op die manier voor de tekst die vandaag wordt besproken - waren de volgende:

- het huidige systeem mist eenvoud, leesbaarheid en samenhang voor de kiezer;
- het is aan de kiezers om hun vertegenwoordigers te kiezen en niet aan de partij;
- de directe democratie wordt uitgebreid ten koste van de particratie;
- het vertrouwen van de burgers wordt hersteld door meer transparantie te creëren;
- een einde wordt gemaakt aan het gevoel van de burgers dat zij van hun stem worden beroofd door partijen die voor hen beslissen, dat de particratie de door hen geuite stem kaapt;
- de keuze van de kiezer wordt 100% gerespecteerd zonder dat partijen proberen deze te beïnvloeden;
- de rijkdom van een partij bestaat uit haar waarden, haar ideeën, haar lijn, haar programma, maar ook uit de som van haar persoonlijkheden die in staat zijn het programma toe te passen en ook de vruchten van hun veldwerk, hun studies, hun onderzoek, hun ervaringen via ontmoetingen te gebruiken. Het is geen monolithisch blok dat enkel dogmatische beslissingen dreigt te nemen op het gevaar af geen rekening te houden met de moeilijkheden van een deel van de bevolking.

Deze destijds aangevoerde argumenten zijn in feite dezelfde als die welke nu worden gebruikt om de totale afschaffing van de devolutieve werking te verdedigen.

Erkend moet worden dat de wetgever een dubbele overdracht heeft ingesteld. Eenmaal voor de effectieve kandidaten, en eenmaal voor de opvolgers. Dit maakt het systeem geheel onleesbaar voor de burger. Een kandidaat die minder stemmen heeft gekregen, kan op de verkiezingsavond een kandidaat voorbijsteken die meer stemmen heeft gekregen, soms zelfs veel meer.

Certains groupes pensent que leurs électeurs ne votent que pour des idées et la position défendue par leur parti et qu'ils sont, de facto, d'accord avec l'ordre fixé par leur parti pour le classement des candidats sur la liste. L'oratrice indique ne pas le penser. Il est évident que quelques-uns s'en remettent à cet avis. Il n'est pas certain que ce soit la majorité.

L'idée ici n'est pas de supprimer le vote de liste ou la case de tête. Il est important de conserver ce choix possible dans le chef de l'électeur et crucial pour déterminer le nombre de sièges accordés à chaque liste après le scrutin.

Le système actuel permet toujours au parti de décider qui sera élu demain. C'est au choix aujourd'hui : démocratie ou particratie ?

Elle dit être très sensible à l'argument qui dénonce l'éventualité de ne plus pouvoir émerger pour les jeunes pousses encore inconnues ou les grands travailleurs ou techniciens plus discrets dont les partis ont grandement besoin. Certains diront que la proposition favoriserait les anciens, les tribuns et les vedettes. Elle indique ne pas être d'accord avec cela. Les résultats des élections communales de 2018, après la diminution de la dévolution de moitié, l'ont prouvé. On sait tous très bien que le pot communal ne descend pas très bas. Dans la commune de l'oratrice, sur sa liste Open MR, aux dernières communales il ne descendait que jusqu'au 2^e candidat. Et pourtant, beaucoup de jeunes ont émergé. Ce système est souvent considéré comme injuste par les citoyens mais aussi par les candidats. Il faut souligner qu'une mandature communale dure 6 ans, un temps relativement long. Il y a pas mal de conseillers communaux qui démissionnent pour raisons familiales, professionnelles, d'accidents de la vie. C'est à ce moment que montent les fameux suppléants. Dans une commune, la liste Ecolo a même vu s'en aller pas moins de 6 candidats qui ont démissionné ou ont renoncé à la fonction qui se présentait à eux. La première suppléante s'est vue coiffée au poteau par des candidats qui avaient obtenu moins de voix qu'elle. Elle a dû attendre plusieurs années et plusieurs nouvelles démissions pour pouvoir monter au conseil communal. Sur une autre liste, le premier suppléant s'est vu dépassé en score électoral par 9 autres candidats, dont une qui a obtenu 114 voix de plus. Voici avec notre proposition une situation injuste qui n'existera plus dans l'avenir.

Elle demande que soit respecté à 100 % le choix des électeurs sans que les partis tentent de l'infléchir.

II. Discussion générale

M. Geoffroy Coomans de Brachène remercie Mme Anne-Charlotte d'Ursel de défendre cette idée qui lui tient particulièrement à cœur.

Il indique avoir le plaisir d'être élu comme mandataire communal depuis 22 ans et, en cela, il a l'expérience de toute l'absurdité du système actuel. Il est temps de corriger cette terrible contorsion de la démocratie ou en tout cas ce qu'elle devrait être, pour arriver à une démocratie compréhensible de toutes et de tous.

Sommige fracties menen dat hun kiezers alleen stemmen op ideeën en het standpunt van hun partij en het de facto eens zijn met de volgorde van de kandidaten op de door hun partij vastgestelde lijst. De spreekster denkt dat niet. Sommigen kunnen zich daarin vinden, maar het is niet zeker dat het om meerderheid gaat.

Het is niet de bedoeling om de lijststem af te schaffen. Het is belangrijk deze keuze voor de kiezer open te houden en cruciaal voor het bepalen van het aantal zetels dat elke lijst na de verkiezingen krijgt.

Het huidige systeem laat de partij nog steeds bepalen wie morgen wordt verkozen. Vandaag kan een keuze gemaakt worden: democratie of particratie?

Ze zegt zeer gevoelig te zijn voor het argument dat de onbekende jongeren of de meer discrete hardwerkende of technische mensen die de partijen hard nodig hebben, geen kans krijgen. Sommigen zouden zeggen dat het voorstel de ouderen, de volksmenners en de sterren bevoordeelt. Zij deelt die mening niet. De uitslag van de gemeenteraadsverkiezingen van 2018, na de halvering van de overdracht, heeft dat aangetoond. We weten allemaal dat de gemeentelijke pot niet ver reikt. In de gemeente van de spreekster, op haar Open MR-lijst, ging de pot bij de laatste gemeenteraadsverkiezingen slechts tot de tweede kandidaat. En toch zijn er veel jongeren naar voren gekomen. Dit systeem wordt vaak als oneerlijk beschouwd door de burgers, maar ook door de kandidaten. Er zij op gewezen dat een gemeentelijk mandaat 6 jaar duurt, een relatief lange periode. Veel raadsleden nemen ontslag om gezinsredenen, beroepsredenen of vanwege onverwachte wendingen in hun leven. In een gemeente waren er op de Ecololijst zelfs niet minder dan zes kandidaten die ontslag namen of afzagen van de hun aangeboden functie. De eerste opvolger werd geklopt door kandidaten die minder stemmen hadden behaald dan zij. Ze moet enkele jaren en nog enkele ontslagen wachten voordat ze in de gemeenteraad kon worden gekozen. Op een andere lijst werd de eerste opvolger qua verkiezingsscore ingehaald door 9 andere kandidaten, waaronder één die 114 temmen meer kreeg. Ons voorstel zal dergelijke oneerlijke situatie voortaan onmogelijk maken.

Zij roept op om de keuze van de kiezers voor 100% te respecteren zonder dat de partijen proberen deze om te buigen.

II. Algemene bespreking

De heer Geoffroy Coomans de Brachène bedankt mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel voor het verdedigen van dit idee, dat hem bijzonder na aan het hart ligt.

Hij zegt dat hij het genoegen heeft gehad 22 jaar lang als gemeenteraadslid te worden gekozen en dat hij daardoor de absurditeit van het huidige systeem heeft leren kennen. Het is tijd om deze verschrikkelijke vervorming van de democratie, of althans van wat zij zou moeten zijn, bij te sturen om tot een voor iedereen begrijpelijke democratie te komen.

M. Mathias Vanden Borre indique que, globalement, son parti n'est pas favorable à la suppression pure et simple de l'effet dévolutif de la case de tête.

En Flandre, la démocratie locale a été renforcée à l'été 2021 par un nouveau décret sur l'administration locale qui a remplacé toute une série de décrets existants. Il a supprimé le vote obligatoire, disposé que l'homme ou la femme qui obtient le plus de voix sur la liste du groupe le plus important de la coalition sera nommé bourgmestre, et il a réduit l'impact de la case de tête. Le vote en cas de tête ne sera plus pris en compte que pour la répartition des sièges entre les listes participantes, et non plus pour déterminer les candidats élus. En outre, il ne sera plus possible de collecter des procurations.

Le MR est acquis à un certain nombre de principes appliqués en Flandre, notamment en ce qui concerne la case de tête. Malheureusement, cette proposition ne s'inscrit pas dans le cadre d'une réforme plus large comme celle menée en Flandre. C'est la principale réserve que suscite cette proposition. L'orateur dit plaider depuis plusieurs années pour une réforme à Bruxelles. Or, jusqu'à présent il ne s'est rien passé. Et de petites propositions qui rendent l'ensemble encore moins lisible sont régulièrement déposées. Le citoyen n'y gagne rien.

L'intervenant fait en outre remarquer que l'avis du Conseil d'État n'a pas été sollicité.

Il indique que la clause de *standstill* prévoit qu'il ne peut être porté préjudice aux garanties existant au 14 octobre 2012 dont bénéficient les personnes d'appartenance linguistique néerlandaise dans les communes bruxelloises. La présente proposition n'aura certes aucune incidence sur les listes purement néerlandophones, mais il en va autrement des candidats néerlandophones sur des listes bilingues. Dans la pratique, une telle proposition aurait pour conséquence de faire faire un bond significatif à certains candidats, potentiellement au-dessus de candidats néerlandophones.

Enfin, comme cette proposition ne s'inscrit pas dans une réforme électorale globale et comme les conséquences pour les néerlandophones sont insuffisamment connues pour le moment, son groupe ne la soutiendra pas.

M. Marc-Jean Ghyssels constate que la proposition d'ordonnance vise la suppression de l'effet dévolutif de la case de tête. Il remarque que ce débat existe depuis de nombreuses années, avec des positionnements différents, parfois même au sein d'un même parti.

Force est de constater qu'un tel changement est susceptible de modifier en profondeur le système politique de la Région.

L'effet dévolutif de la case de tête ne constitue pas, à son sens, un affaiblissement de la démocratie comme l'affirme la présente proposition d'ordonnance. Depuis la mise en place de cette suppression en Wallonie, on constate par exemple que les femmes sont défavorisées par ce système.

De heer Mathias Vanden Borre geeft aan dat zijn partij in het algemeen geen voorstander is van de volledige afschaffing van de devolutieve werking van de lijststem.

In Vlaanderen werd in de zomer van 2021 de lokale democratie versterkt met een nieuw decreet Lokaal Bestuur, dat een heel aantal bestaande decreten heeft vervangen. Daarbij werd de opkomstplicht afgeschaft, werd bepaald dat de man of vrouw die de meeste stemmen haalt op de lijst van de grootste fractie uit de coalitie tot burgemeester zal worden benoemd en werd de impact van de lijststem verminderd. De lijststem zal enkel nog worden meegenomen voor de verdeling van de zetels tussen de deelnemende lijsten, maar niet langer voor het bepalen van de verkozen kandidaten. Voorts zal het ronselen van volmachten tot het verleden behoren.

De MR is voorstander van een aantal principes zoals toegepast in Vlaanderen, zo ook wat betreft de lijststem. Helaas kadert dit voorstel niet binnen een grotere hervorming zoals die plaatsvond in Vlaanderen. Dat is de belangrijkste bedenking bij dit voorstel. De spreker zegt al jaren te pleiten voor een hervorming in Brussel. Tot op heden is hier echter nog niets van in huis gekomen. En regelmatig worden kleine voorstellen ingediend die het geheel nog onoverzichtlijker maken. Daar is de burger ook niet mee gebaat.

Voorts merkt de spreker op dat er geen advies werd gevraagd aan de Raad van State.

Met betrekking tot de standstill-clausule, geeft hij aan dat die bepaalt dat er geen afbreuk mag worden gedaan aan de op 14 oktober 2012 bestaande waarborgen die personen van de Nederlandstalige taalaanhorigheid genieten in de Brusselse gemeenten. Voor de zuivere Nederlandstalige lijsten zal het voorliggende voorstel weliswaar geen gevolgen hebben. Maar dat is anders voor Nederlandstalige kandidaten op tweetalige lijsten. In de praktijk zou zo'n voorstel tot gevolg hebben dat er kandidaten significant zullen springen, mogelijk over Nederlandstalige kandidaten.

Tot slot, omdat dit voorstel niet kadert in een globale kieshervorming en omdat de gevolgen voor de Nederlandstaligen op dit moment onvoldoende gekend zijn, zal zijn fractie dit voorstel niet steunen.

De heer Marc-Jean Ghyssels stelt vast dat het voorstel van ordonnantie beoogt de devolutieve werking van de lijststem af te schaffen. Hij merkt op dat dit debat al vele jaren gaande is, met verschillende standpunten, soms zelfs binnen dezelfde partij.

Het is duidelijk dat een dergelijke verandering het politieke systeem van het gewest ingrijpend kan wijzigen.

De devolutieve werking van de lijststem vormt volgens hem geen verzwakking van de democratie, zoals in het huidige voorstel van ordonnantie wordt beweerd. Zo wordt sinds de afschaffing in Wallonië vastgesteld dat vrouwen door dit systeem worden benadeeld.

En effet, approuver ce système revient à approuver l'idée que la popularité des candidats est l'unique moteur des élections. Cela revient à condamner des profils plus discrets qui ne sont pas pour autant moins méritants. À ce sujet, le politologue Pascal Delwit a déclaré, concernant la case de tête, que l'homme ou la femme politique pleinement engagé dans le travail législatif accomplit différentes missions. Parmi celles-ci, il existe un travail très peu visible mais extrêmement important d'appréhension des dossiers, de production d'amendements étayés ou de propositions de lois de qualité. Ce n'est sans doute pas le travail qui peut rapporter le plus de voix de préférence, mais c'est une alimentation cruciale de la valeur du parlementarisme et de la démocratie. Mettre la focale sur la seule voix de préférence ne sera certainement pas un encouragement à cet engagement ou à un contrôle aiguise de l'exécutif.

Selon l'orateur, un pas a été fait en Région bruxelloise en diminuant de moitié l'effet de la case de tête. Le système actuel est équilibré puisqu'il permet de tenir compte tant du travail de fond au travers de l'intervention des partis, que de la popularité éventuelle de candidats qui peuvent être élus directement par leurs seules voix de préférence.

Le politologue Pascal Delwit a également mis en avant l'effet de notoriété dû aux votes de préférence uniquement. Il y a notamment le cas de candidats dont les parents faisaient déjà de la politique et qui sont plus facilement élus que d'autres candidats. Cela vaut également pour d'anciens sportifs, des artistes ou des présentateurs de télévision.

L'orateur indique penser que la démocratie doit permettre à des gens plus discrets aussi d'accéder également aux instances parlementaires. C'est pour cette raison que son groupe ne votera pas en faveur de cette proposition d'ordonnance.

M. Juan Benjumea Moreno fait observer que les partisans de la suppression de l'effet dévolutif de la case de tête indiquent que le système actuel serait injustifié démocratiquement. Mais rien n'est moins vrai, car le vote en case de tête est un choix que chacun est libre de poser. Chacun est libre d'exprimer un vote en case de tête ou de voter pour un ou plusieurs candidats. Voter pour une liste telle que présentée par le parti est donc une liberté de choix.

La suppression du vote en case de tête aurait pour effet de favoriser les candidats qui se démarquent le plus, par des propositions populistes ou par leur médiatisation. Elle affaiblirait la concurrence entre partis et renforcerait la concurrence entre candidats d'une même liste. Le système actuel a l'avantage de concilier de façon équilibrée le collectif et les candidats individuels. Il offre également leur chance aux candidats moins connus ou qui n'appartiennent pas à une dynastie politique. De plus, les partis peuvent lancer des candidats qu'ils estiment à leur juste valeur.

L'orateur déclare donc que, pour lui, c'est une fausse bonne idée et le système en vigueur aujourd'hui, avec la division par deux du vote en case de tête, est bon, équilibré et

Het goedkeuren van dit systeem komt namelijk neer op het goedkeuren van het idee dat de populariteit van kandidaten de enige motor van de verkiezingen is. Het houdt in dat discrete profielen die niet minder verdienstelijk zijn, geen kans krijgen. In dit verband verklaarde de politicoloog Pascal Delwit met betrekking tot de lijststem dat de politicus die zich volledig wijdt aan het wetgevingswerk, verschillende taken vervult, waaronder een weinig zichtbare maar uiterst belangrijke taak van het verwerken van dossiers, het opstellen van onderbouwde amendementen of van degelijke wetsvoorstellingen. Dat is waarschijnlijk niet het werk dat de meeste stemmen oplevert, maar het is wel een cruciaal gegeven voor de waarde van het parlementarisme en de democratie. Door te focussen op de voorkeurstemmen wordt deze inzet zeker niet aangemoedigd en wordt het toezicht op de uitvoerende macht niet verscherpt.

Volgens de spreker werd in het Brusselse Gewest een stap gezet door de werking van de lijststem te halveren. Het huidige systeem is evenwichtig omdat het zowel ruimte biedt voor het werk op de achtergrond door tussenkomst van de partijen als voor de mogelijke populariteit van kandidaten die rechtstreeks door hun voorkeurstemmen alleen kunnen worden gekozen.

Politicoloog Pascal Delwit heeft ook gewezen op de bekendheidsbonus die voorkeurstemmen oplevert. Zo is er het geval van kandidaten van wie de ouders al in de politiek zaten en die gemakkelijker worden verkozen dan andere kandidaten. Hetzelfde geldt voor voormalige sporters, artiesten en tv-presentatoren.

De spreker vindt dat de democratie ook meer discrete mensen in de parlementaire organen moet toelaten. Daarom zal zijn fractie niet voor dit voorstel van ordonnantie stemmen.

De heer Juan Benjumea Moreno merkt op dat de voorstanders van de afschaffing van de devolutieve werking van de lijststem aangeven dat het huidige systeem democratisch onredelijk zou zijn. Maar niets is minder waar. De keuze om een lijststem uit te brengen is immers een vrije keuze. Het staat eenieder vrij een lijststem uit te brengen of te kiezen voor een of meer kandidaten. Kiezen voor een lijst zoals die door de partij wordt voorgesteld, is dus een keuzeoptie.

Het schrappen van de lijststem zou tot gevolg hebben dat de kandidaten die het meest opvallen door populistische voorstellen of door media-aandacht, bevordeeld zullen zijn. Daardoor zou de concurrentie tussen de partijen worden afgezwakt en de concurrentie tussen de kandidaten op een lijst worden versterkt. Het huidige systeem heeft als voordeel een evenwichtige combinatie te zijn tussen het collectief en de individuele kandidaten. Het zorgt er ook voor dat kandidaten die geen bekendheid hebben of geen lid te zijn van een politieke dynastie ook kansen krijgen. Voorts kunnen partijen kandidaten lanceren die zij naar waarde schatten.

De spreker geeft dan ook aan dat, wat hem betreft, hier sprake is van een "fausse bonne idée" en dat het systeem zoals dat vandaag bestaat, met de halvering van de lijststem, goed

démocratiquement légitime, et qu'il n'y a donc aucune raison de le modifier.

Mme Leila Lahssaini indique que le PTB estime qu'il y a des choses à changer dans la démocratie et dans le système électoral tel qu'il existe, pour rendre la politique et les élections plus ouvertes à d'autres partis et à d'autres idées que celles qui sont déjà représentées dans le Parlement. Le PTB a plusieurs propositions en la matière, notamment la suppression du seuil électoral de 5 %. Il faudrait un système électoral réellement proportionnel pour faire émerger des nouvelles idées et ne pas rester avec les partis tels qu'ils existent depuis longtemps. Il y a des discussions à avoir aussi sur le temps médiatique accordé à chaque parti, sur les dotations des partis, etc.

Concernant la proposition en discussion, l'oratrice indique penser que la suppression de l'effet dévolutif de la case de tête n'apporterait que peu d'avantages dans le débat démocratique et qu'au contraire, les élections risqueraient de devenir encore plus un concours de personnalités. Il serait problématique d'être confronté à une situation où il importerait de disposer de plus d'argent pour mettre le plus d'affiches, pour faire une campagne personnelle, pour organiser des drinks. Ce n'est vraiment pas une telle évolution qui va aider à développer des nouvelles idées dans la démocratie.

Elle indique qu'au sein de son groupe les positions que prend son parti sont discutées et ensuite défendues ensemble. Elle dit ne pas être favorable à une situation où des candidats prennent des positions différentes pour attirer certains électeurs.

Le texte tel qu'il est présenté aujourd'hui ne lui semble pas du tout aller dans le sens d'une amélioration du système démocratique pour faire émerger de nouvelles idées, mais au contraire, il favoriserait ceux qui ont le plus de moyens pour se faire le plus voir. Ce n'est pas ce dont on a besoin aujourd'hui. Dès lors, le groupe PTB ne soutiendra pas non plus la proposition d'ordonnance.

M. Ahmed Mouhssin demande, dès lors que les auteurs de la proposition souhaitent supprimer l'impact de la case de tête, pourquoi ils souhaitent quand même le maintien de celle-ci. Cela n'a pas beaucoup de sens.

Dans leur argumentaire, les auteurs de la proposition se réfèrent au débat sur la dévolution de l'effet de la case de tête au niveau régional. Mais au niveau communal, la case de tête n'a que peu d'impact, voire même quasiment pas d'impact. Ce changement n'affecterait donc que les suppléants. Mais c'est surtout au niveau des suppléants qu'on fait effectivement monter les personnes qui ont sans doute moins d'expérience ou qui sont moins connues. Il indique penser qu'il y a aujourd'hui un équilibre qui est rencontré, et il indique ne pas être convaincu qu'il faille rompre cet équilibre.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel indique qu'elle souhaite le maintien de la case de tête pour permettre qu'il en soit tenu compte pour la répartition des sièges entre listes électorales.

en evenwichtig is, democratisch legitiem is en dat er dus geen reden is om die aan te passen.

Mevrouw Leila Lahssaini zegt dat de PTB van mening is dat er dingen moeten worden veranderd in de democratie en in het bestaande kiesstelsel, om de politiek en de verkiezingen meer open te stellen voor andere partijen en andere ideeën dan die welke reeds in het parlement vertegenwoordigd zijn. De PTB heeft in dit verband verschillende voorstellen, waaronder de afschaffing van de kiesdrempel van 5%. We hebben een echt proportioneel kiesstelsel nodig om nieuwe ideeën te laten ontstaan en niet te blijven vasthangen aan de partijen zoals die al lang bestaan. Er moeten ook discussies worden gevoerd over de tijd die elke partij in de media krijgt, over de dotaties van de partijen enz.

Met betrekking tot het besproken voorstel zegt zij dat het afschaffen van de devolutieve werking van de lijststem het democratische debat weinig ten goede zou komen en dat de verkiezingen integendeel nog meer een wedstrijd tussen persoonlijkheden dreigen te worden. Het zou problematisch zijn om geconfronteerd te worden met een situatie waarin het belangrijk is om het meeste geld te hebben om de meeste affiches op te hangen, om een persoonlijke campagne te voeren en om drinks te organiseren. Dit is echt niet het soort ontwikkeling dat zal helpen om nieuwe ideeën in de democratie te ontwikkelen.

Zij zegt dat in haar fractie de standpunten van de partij worden besproken en vervolgens samen worden verdedigd. Zij zegt dat zij er geen voorstander van is dat kandidaten verschillende standpunten innemen om bepaalde kiezers aan te trekken.

De tekst zoals die vandaag wordt voorgesteld lijkt haar helemaal niet in de richting te gaan van een verbetering van het democratisch systeem om nieuwe ideeën naar voren te brengen, maar zou integendeel degenen bevoordelen die over de meeste middelen beschikken om gezien te worden. Dit is niet wat we vandaag nodig hebben. Daarom zal de PTB-fractie het voorstel van ordonnantie evenmin steunen.

De heer Ahmed Mouhssin vraagt waarom de indieners van het voorstel de lijststem nog willen handhaven als zij de impact ervan een halt willen toeroepen. Dit heeft niet veel zin.

In hun argumentatie verwijzen de indieners van het voorstel naar het debat over de devolutieve werking van de lijststem op gewestelijk niveau. Maar op gemeentelijk niveau heeft de werking van de lijststem weinig of geen invloed. Deze wijziging zou dus alleen gevolgen hebben voor de opvolgers. Maar het is vooral op het niveau van de opvolgers dat mensen die waarschijnlijk minder ervaren of minder bekend zijn, werkelijk een kans krijgen. Volgens hem is nu een evenwicht bereikt en hij is er niet van overtuigd dat dit evenwicht moet worden verstoord.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel zegt dat zij wenst dat de lijststem behouden blijft, zodat daarmee rekening kan worden gehouden voor de verdeling van de zetels tussen de kieslijsten.

M. Ahmed Mouhssin remarque que les auteurs de la proposition souhaitent supprimer une possibilité qui est offerte aux citoyens, notamment le fait d'exprimer une préférence pour une liste. Mais si, demain, on supprime la case de tête, ces électeurs voteront pour la tête de liste. Il indique que cela le gêne que l'on veuille réduire les choix des citoyens, qui disposent aujourd'hui de deux options, à une seule option. Une telle réduction de liberté, lorsqu'elle n'est pas bien motivée, le gêne.

Aujourd'hui le système permet soit le choix des candidats, soit le choix d'une liste. Le fait de voter pour une liste implique que l'on fasse le choix d'une équipe et d'un projet. Il conclut en indiquant que, pour le reste, ses collègues ont déjà apporté énormément d'éléments et que donc il ne reviendra pas sur ceux-ci. Il répète toutefois souhaiter entendre les auteurs de la proposition sur les raisons de leur souhait de maintenir une case de tête qui n'aurait plus d'influence.

M. Emmanuel De Bock indique être très intéressé par la proposition qui a été faite par le Mouvement réformateur. Cette proposition fait, en effet, partie des interrogations que l'on doit porter, en tant que parlementaire, sur la réforme électorale. Il faut travailler ensemble à l'amélioration du système, qui n'est pas parfait. Il remarque, par exemple, et cela lui semble prioritaire par rapport à la proposition, que pour les candidats d'une même liste, pour les élections régionales, le droit à la dépense n'est pas le même pour ceux qui sont, par exemple, députés sortants et pour ceux qui ne sont pas députés. Réformer cela, au niveau fédéral, permettrait à tous les candidats d'une liste, non seulement de voir leurs dépenses électorales plafonnées, mais en même temps de pouvoir dépenser la même chose. Le système électoral actuel est un peu un système de caste, et des études sociologiques démontrent qu'il y a une reproduction du système. Mais cela n'est pas propre à la classe politique.

Concernant la proposition en discussion, il remarque qu'il y a un parallélisme, et c'est peut-être cela qui est un peu gênant dans la discussion, qui fait que si l'on touche au système communal, la question des élections régionales va se poser.

L'orateur rappelle que son parti, avec les autres partis de la majorité et des partis d'opposition, a déjà réformé le système électoral régional lors de la précédente législature. En effet, il y a eu la suppression de la liste des candidats suppléants. Il dit penser que c'était une très bonne idée. Ainsi, une dizaine de candidats par liste ont été supprimés, permettant à tout le monde d'être candidat effectif et de devenir suppléant en étant non élu de la même liste. Cette mesure permet une plus grande lisibilité et peut-être une plus grande démocratie parlementaire ou une plus grande justice démocratique, puisque les uns et les autres peuvent se battre à armes égales.

L'équilibre entre le vote de liste et le vote préférentiel est un véritable enjeu. Lorsqu'on demande aux gens de choisir soit un vote en tête de liste, soit un vote préférentiel, ce n'est pas anodin. Dans le passé, beaucoup de listes disposaient de 50 % de votes en case de tête et 50 % de votes préférentiels.

De heer Ahmed Mouhssin merkt op dat de indieners van het voorstel een mogelijkheid die de burgers wordt geboden, namelijk het uitspreken van een voorkeur voor een lijst, willen schrappen. Maar als morgen de lijststem wordt geschrapt, zullen deze kiezers op de lijsttrekker stemmen. Hij zegt dat het hem stoort dat wij de keuzes van de burgers, die vandaag twee opties hebben, willen beperken tot één optie. Een dergelijke inperking van de vrijheid, als die niet goed gemotiveerd is, stoort hem.

Vandaag biedt het systeem de mogelijkheid te kiezen voor kandidaten of voor een lijst. Stemmen op een lijst impliceert dat men de keuze maakt voor een team en een project. Hij sluit af met de opmerking dat zijn collega's voor het overige al veel informatie hebben verstrekt en dat hij daar niet op terug zal komen. Hij herhaalt echter dat hij van de indieners van het voorstel wil horen waarom zij een lijststem willen handhaven die geen invloed meer zou hebben.

De heer Emmanuel De Bock zegt dat hij zeer geïnteresseerd is in het voorstel van de Mouvement réformateur. Dit voorstel maakt in feite deel uit van de vragen die wij als parlementsleden moeten stellen over de hervorming van het kiesstelsel. We moeten samenwerken om het systeem, dat niet perfect is, te verbeteren. Hij merkt bijvoorbeeld op, en dit lijkt hem een prioriteit bij dit voorstel, dat voor kandidaten op dezelfde lijst, voor de gewestraadverkiezingen, het recht op uitgaven niet hetzelfde is voor degenen die bijvoorbeeld uittredend volksvertegenwoordiger zijn en voor degenen die geen volksvertegenwoordiger zijn. Als dit op federaal niveau wordt hervormd, kunnen alle kandidaten op een lijst niet alleen in hun verkiezingsuitgaven worden beperkt, maar tegelijkertijd hetzelfde bedrag uitgeven. Het huidige kiesstelsel is een beetje een kastensysteem en uit sociologische studies blijkt dat er sprake is van reproductie van het systeem. Maar dit geldt niet alleen voor de politieke klasse.

Met betrekking tot het besproken voorstel merkt hij op dat er een parallelisme bestaat, en dat is misschien wat lastig bij de besprekking, dat inhoudt dat als aan het gemeentelijk systeem wordt geraakt, de kwestie van de gewestraadsverkiezingen aan de orde komt.

De spreker herinnert eraan dat zijn partij, samen met de andere meerderheids- en oppositiepartijen, het gewestelijke kiesstelsel al tijdens de vorige zittingsperiode heeft hervormd. De lijst van kandidaat-opvolgers werd immers afgeschaft. Volgens hem was dat een heel goed idee. Zo werden per lijst ongeveer tien kandidaten geschrapt, zodat iedereen een effectieve kandidaat kon zijn en opvolger kon worden als hij niet op dezelfde lijst werd verkozen. Deze maatregel zorgt voor een grotere leesbaarheid en wellicht voor een grotere parlementaire democratie of democratische rechtvaardigheid, aangezien alle kandidaten met dezelfde middelen kunnen strijden.

Het evenwicht tussen de lijststem en de voorkeurstem is een echte uitdaging. Wanneer aan de mensen gevraagd wordt te kiezen tussen een lijststem of een voorkeurstem, is dat niet onbeduidend. In het verleden hadden veel lijsten 50% lijststemmen en 50% voorkeurstemmen. Tegenwoordig

Aujourd’hui, en moyenne, au niveau communal, plus de 10 % des voix sont émises case de tête. Il y a déjà une préférentialisation du vote. D’ailleurs, si tout le monde votait pour des personnes, la proposition serait applicable de facto.

Il n’en demeure pas moins que le système actuel permet, même si ce n’est que pour les deux premiers candidats, par exemple, de garantir la parité. C’est peut-être un peu tronquer le poids du vote préférentiel, mais c’est aussi l’assurance d’avoir une parité. L’orateur indique, par contre, qu’il ne tiendrait pas le même discours au niveau régional parce que là, il y a des scrutins de listes et que le système D’Hondt s’y impose. Dès lors, la moitié des élus à la Région peuvent effectivement être protégés par la case de tête au sein d’une même liste, alors que ce n’est évidemment pas le cas au niveau communal où le système Imperiali s’applique. En tenant compte de cela, les gens qui votent en case de tête aux élections communale expriment le fait qu’ils n’ont pas de préférence individuelle pour l’un des candidats et qu’ils sont d’accord avec l’ordre de la liste telle qu’elle a été établie. Dans un tel cas, il est logique qu’on retrouve quelque part le choix traduit dans la dévolution des sièges tel qu’il existe aujourd’hui, certes diminué de moitié.

L’orateur indique par ailleurs qu’un autre problème dont on ne parle pas beaucoup se pose, à savoir celui du vote multiple. En effet, il est possible aujourd’hui, avec une voix, de voter pour autant de candidats que l’on veut. Il faut, à son sens, réformer ce système en faisant en sorte qu’il ne soit plus possible de voter pour autant de candidats que l’on veut, ou alors pondérer la voix en fonction du nombre de candidats choisis. Cela lui semble peut-être plus fondamental que la présente proposition.

Tout cela explique ses réserves, qui le pousseront à ne pas appuyer la proposition et, peut-être, à travailler sur toutes les autres qui sont, à son sens, plus prioritaires et qui permettraient d’accroître l’égalité entre les candidats.

M. Christophe Magdalijns remarque qu’une réflexion globale est nécessaire sur le système électoral. Par exemple, le système d’attribution des sièges Imperiali, qui est appliqué au niveau communal, a un impact très important. Dans une commune qu’il connaît bien, ce système permet d’avoir une majorité absolue relativement confortable avec seulement 45 % des suffrages.

Toute une série d’éléments du système électoral ont effectivement des effets pervers ou non souhaités. Néanmoins, il lui semble qu’il faudrait une réflexion globale sur le système électoral, qu’il soit communal ou régional. Mais s’attaquer à un élément sans appréhender les autres ne lui paraît pas être une bonne façon de procéder.

Mme Els Rochette dit ne pas souhaiter renoncer à l’effet dévolutif de la case de tête parce que le système actuel offre aux jeunes et aux nouveaux venus davantage d’opportunités pour se lancer en politique. Ce renouvellement est essentiel pour rester au diapason de la société.

wordt op gemeentelijk niveau nog slechts gemiddeld 10% van de stemmen als lijststem uitgebracht. Er worden al veel meer voorkeurstemmen uitgebracht. Bovendien, als iedereen op personen zou stemmen, zou het voorstel de facto van toepassing zijn.

Het huidige systeem zorgt echter wel voor pariteit, al is het maar voor bijvoorbeeld de eerste twee kandidaten. Dit kan het gewicht van de voorkeurstem misschien wat beperken, maar het zorgt ook voor pariteit. De spreker geeft echter aan dat hij op gewestelijk niveau niet hetzelfde zou zeggen, omdat daar lijstverkiezingen plaatsvinden en het D’Hondt-systeem wordt gevuld. Bijgevolg kan de helft van de gekozenen van het gewest effectief beschermd worden door de lijststem bovenaan eenzelfde lijst, terwijl dit uiteraard niet het geval is op gemeentelijk niveau waar het Imperiali-systeem van toepassing is. Hiermee rekening houdend, geven de mensen die bij de gemeenteraadsverkiezingen een lijststem uitbrengen aan dat zij geen individuele voorkeur hebben voor een van de kandidaten en dat zij instemmen met de volgorde van de lijst zoals die is vastgesteld. In een dergelijk geval is het logisch dat de keuze ergens tot uiting komt in de zetelverdeling zoals die vandaag de dag bestaat, zij het gehalveerd.

De spreker wijst er ook op dat er een ander probleem is waarover niet veel wordt gesproken, namelijk dat van de meervoudige stem. Het is nu namelijk mogelijk om met één stem op zoveel kandidaten te stemmen als men wil. Volgens hem moet het systeem zodanig worden hervormd dat men niet meer op zoveel kandidaten kan stemmen als men wil, of dat de stem moet worden gewogen afhankelijk van het aantal gekozen kandidaten. Dat lijkt hem wellicht fundamenteel en het huidige voorstel.

Dit alles verklaart zijn voorbehoud, dat hem ertoe zal brengen het voorstel niet te steunen en misschien te werken aan alle andere voorstellen die volgens hem meer prioriteit hebben en waarmee vooruitgang kan worden geboekt op het gebied van een grotere gelijkheid tussen de kandidaten.

De heer Christophe Magdalijns merkt op dat een algemene bezinning over het kiesstelsel noodzakelijk is. Zo heeft het Imperiali-systeem voor de toewijzing van de zetels, dat op gemeentelijk niveau wordt toegepast, een zeer belangrijk effect. In een gemeente die hij goed kent, maakt dit systeem het mogelijk om met slechts 45% van de stemmen een relatief comfortabele absolute meerderheid te behalen.

Een hele reeks elementen van het kiesstelsel hebben inderdaad ongewenste effecten. Toch lijkt het hem dat er een algemene bezinning moet komen over het kiesstelsel, of het nu gemeentelijk of gewestelijk is. Maar één element aanpakken zonder de andere te bevatten lijkt geen goede manier van werken.

Mevrouw Els Rochette geeft aan niet te wensen af te stappen van de devolutieve werking van de lijststem omdat het systeem, zoals dat vandaag bestaat, meer kansen geeft aan jongeren en nieuwkomers om zich in de politiek te lanceren. Die vernieuwing is cruciaal om steeds de vinger aan de pols van de maatschappij te houden.

Le système actuel est connu de tous et les partis en tiennent compte lorsqu'ils établissent leurs listes. Il est donc important que chacun, au sein de son propre parti, défende une méthode démocratique et participative de constitution des listes.

Elle ne soutiendra pas la proposition à l'examen.

M. Hicham Talhi remarque qu'il est intéressant d'avoir ce débat, même s'il aurait été plus intéressant encore de l'avoir de manière plus globale.

Il indique avoir constaté qu'après le contrôle effectif des dépenses électORALES, dans les faits, toute une série de cas de non-respect du code électoral ne mènent pas à des sanctions. C'est cela qui devrait interPELLER. Alors que certains candidats s'évertuent à respecter toutes les règles du code électoral, d'autres, qui ne les respectent pas, ne seront pas sanctionnés.

Dès lors, il serait plus intéressant d'avoir un débat global, et l'orateur dit espérer que d'autres occasions de le faire se présenteront, avant la fin de la législature. En effet, toute une série de points épingleS par les uns et les autres de manière cumulative nécessiteraient un débat global au sein de la commission des Affaires intérieures.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel rappelle que le débat concerne la suppression de la dévolution de la case de tête aux élections communales. Donc, même s'il y a, évidemment, une volonté d'avoir le même système à tous les niveaux des élections, ce qui est salutaire, il y a des effets très différents d'une élection à l'autre. Par exemple, au niveau communal la dévolution vaut jusqu'au 2^e candidat dans la plupart des communes. D'autre part, c'est surtout au niveau des suppléants que la dévolution de la case de tête a de l'influence. En outre, il existe aujourd'hui le système de la tirette, qui permet de garantir une représentation femme-homme au niveau de la présentation de la liste.

Elle précise encore être bien consciente que des jeunes pousses ou des personnes plus discrètes qui pourraient faire un travail très approfondi sans nécessairement apparaître au grand jour dans les médias sont extrêmement importantes et précieuses. Néanmoins, il existe des techniques pour permettre à ce type de candidats d'émerger. Il y aura, par exemple, toujours la possibilité de les mettre très haut sur la liste pour leur donner de la visibilité. Il existe encore une technique, qu'elle-même utilise souvent, consistant pour les mandataires en place à faire campagne avec des candidats moins connus. Ce sont des éléments dont il faut aussi tenir compte.

Elle indique encore partager le sentiment qu'il serait utile d'avoir un débat global sur le système électoral, et que son groupe est tout disposé à traiter toute une série d'éléments, tels que le vote multiple, les dépenses électORALES, le principe que le plus grand parti au niveau communal participe ou non au collège, etc.

Elle rappelle, néanmoins, que son groupe avait accepté en 2020 de mettre en suspens cette proposition pour permettre qu'une discussion puisse avoir lieu dans le cadre des États

Het huidige systeem is door iedereen gekend en partijen houden daar rekening mee bij het opstellen van hun lijsten. Het is dus belangrijk dat elkeen binnen zijn eigen partij ijvert voor een democratische en participatieve manier om de lijsten samen te stellen.

Zij zal het voorliggende voorstel niet steunen.

De heer Hicham Talhi merkt op dat het interessant is om dit debat te voeren, hoewel het nog interessanter zou zijn geweest om het op een meer omvattende manier te voeren.

Hij wijst erop dat na de effectieve controle van de verkiezingsuitgaven in werkelijkheid een hele reeks gevallen van niet-naleving van het kieswetboek niet tot sancties heeft geleid. Dit is wat ons zorgen moet baren. Terwijl sommige kandidaten zich inspannen om alle regels van het kieswetboek na te leven, zullen anderen die deze niet naleven niet worden bestraft.

Het zou daarom interessanter zijn een algemener debat te voeren en de spreker hoopt dat zich voor het einde van de zittingsperiode andere gelegenheden zullen voordoen om dat te doen. Er is namelijk een hele reeks punten waarop verschillende personen hebben gewezen en die een algemeen debat in de commissie voor de Binnenlandse Zaken vereisen.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel herinnert eraan dat het debat gaat over de afschaffing van de devolutieve werking van de lijststem bij de gemeenteraadsverkiezingen. Dus ook al wil men uiteraard op alle verkiezingsniveaus hetzelfde systeem hebben, wat gezond is, toch zijn de effecten per verkiezing zeer verschillend. Zo geldt op gemeentelijk niveau in de meeste gemeenten de devolutieve werking tot en met de tweede kandidaat. Anderzijds heeft de devolutieve werking van de lijststem vooral invloed op de opvolgers. Daarnaast is er nu het ritssysteem, dat ervoor zorgt dat de lijst wordt samengesteld met afwisselend vrouwen en mannen.

Zij zegt ook dat zij zich er terdege van bewust is dat jonge talenten of meer discrete personen die zeer grondig werk kunnen verrichten zonder noodzakelijkerwijs in de media te verschijnen, uiterst belangrijk en waardevol zijn. Toch zijn er technieken om dergelijke kandidaten naar voren te laten komen. Er zal bijvoorbeeld altijd de mogelijkheid zijn om ze heel hoog op de lijst te zetten om ze zichtbaarheid te geven. Er bestaat ook een techniek, die zij vaak gebruikt, van zittende mandatarissen die campagne voeren met minder bekende kandidaten. Dit zijn elementen waarmee ook rekening moet worden gehouden.

Voorts deelt zij het gevoel dat het nuttig zou zijn een algemeen debat over het kiesstelsel te voeren Haar fractie is bereid een hele reeks elementen te behandelen, zoals de meervoudige stem, de verkiezingsuitgaven, het beginsel dat de grootste partij op gemeentelijk niveau al dan niet aan het college moet deelnemen enz.

Zij herinnert er evenwel aan dat haar fractie in 2020 had aanvaard dit voorstel op te schorten zodat een besprekking in het kader van de Staten-Generaal van het goed bestuur kon

généraux de la bonne gouvernance. Toutefois, force est de constater que trois années ont passé sans que cela n'ait été le cas. Dès lors qu'il est d'usage de ne plus modifier le système électoral à moins d'un an d'une élection, il y avait véritablement urgence à inscrire cette proposition à l'ordre du jour de la commission.

En ce qui concerne la remarque émise par différents orateurs sur le fait que des candidats ayant un nom connu obtiennent près de 60 % de voix de plus qu'un candidat inconnu, elle dit constater que le système actuel n'offre pas plus de garanties que le système proposé.

Elle précise, par ailleurs, que son groupe est favorable au maintien de l'existence de la case de tête. La case de tête doit, en effet, permettre la répartition du nombre de sièges entre les listes. Dès lors, les possibilités offertes aux électeurs ne seront pas amoindries. Certaines personnes ne choisissent que le programme et ne s'intéressent pas particulièrement au fait de trouver les bonnes personnes pour l'appliquer, et parfois des gens très éloignés de la politique sont séduits par un projet politique sans vouloir pour autant choisir un représentant.

M. Geoffroy Coomans de Brachène indique vouloir compléter les propos de sa collègue en s'appuyant sur certains exemples. Il estime que le choix qui s'offre aux commissaires est soit de choisir de renforcer la démocratie, soit de conforter la partcipratie.

Il précise encore qu'aujourd'hui, dès lors que sa collègue et lui-même sont, tant dans leur commune respective qu'au sein du Parlement, confortés par le fait qu'ils font tous les deux des voix, ils sont quasi assurés de figurer en bonne place lors des prochaines élections. Ce n'est donc pas eux qui seront avantagés par la mise en place du système qu'il défend.

Il remarque qu'il a été opposé aux auteurs de la proposition le fait que certains tribuns, certaines vedettes avaient plus de chance de passer que certains travailleurs de terrain. Il dit avoir, dans sa vie politique depuis 22 ans, plutôt constaté que les personnes de terrain, les vrais travailleurs qui parfois font des centaines de voix, ne sont pas élus parce qu'ils étaient simplement trop mal placés sur une liste. Aux dernières élections, par exemple, M. Olivier de Clippelé, qui jusqu'à il y a peu siégeait dans ce Parlement, n'a, malgré ses 600 voix, pas pu être élu depuis la dernière place, car il a été dépassé par des candidats faisant moins de la moitié de son score. Ce type de situations est incompréhensible pour le citoyen.

L'orateur indique avoir fait de nombreuses élections en 22 ans. Et il a souvent dû expliquer aux citoyens qu'il n'était pas élu alors qu'il faisait suffisamment de voix pour ce faire. Ainsi, en 2009, il n'a pas été élu bien qu'il ait obtenu plus de voix que plus de la moitié des députés de ce Parlement, et en 2014, alors qu'il a fait plus de voix que deux tiers des députés de ce Parlement, il n'a pas été élu. Il s'agit là des travers de la partcipratie et des conséquences d'un mauvais placement sur une liste. Il précise, en outre, que M. De Bock a été élu en 2009 grâce à ses voix, alors qu'ils étaient candidats sur la même liste. Et la plupart des personnes qui ont pris la parole

plaatsvinden. Er moet echter worden vastgesteld dat er drie jaar zijn verstreken zonder dat dit is gebeurd. Aangezien het gebruikelijk is om het kiesstelsel niet minder dan een jaar voor een verkiezing te wijzigen, was het dringend om dit voorstel op de agenda van de commissie te plaatsen.

Wat betreft de opmerking van verschillende sprekers dat kandidaten met een bekende naam bijna 60% meer stemmen krijgen dan een onbekende kandidaat, zegt zij dat het huidige systeem niet meer garanties biedt dan het voorgestelde systeem.

Zij zegt ook dat haar fractie voorstander is van het behoud van de lijststem. De lijststem moet immers de verdeling van het aantal zetels over de lijsten mogelijk maken. De mogelijkheden die aan de kiezers worden geboden zullen dus niet afnemen. Sommige mensen kiezen alleen voor het programma en zijn niet bijzonder geïnteresseerd in het vinden van de juiste personen om het uit te voeren, en soms worden mensen die ver van de politiek afstaan, verleid door een politiek project zonder een vertegenwoordiger te willen kiezen.

De heer Geoffroy Coomans de Brachène zegt dat hij de woorden van zijn collega wil aanvullen door naar een aantal voorbeelden te verwijzen. Hij is van mening dat de keuze voor de commissieleden ervin bestaat te kiezen tussen het versterken van de democratie of het versterken van de partcipratie.

Hij voegt eraan toe dat, aangezien hij en zijn collega, zowel in hun respectieve gemeenten als in het parlement, gesterkt door het feit dat zij beiden stemmen behalen, vrijwel zeker zijn dat zij bij de volgende verkiezingen een goede plaats zullen innemen. Zij zijn het dus niet die zullen profiteren van de invoering van het systeem dat hij verdedigt.

Hij merkt op dat de indieners van het voorstel werd tegengeworpen dat bepaalde volksmenners, bepaalde vedetten, meer kans hadden om verkozen te worden dan bepaalde veldwerkers. Hij zegt dat hij in zijn politieke leven van de afgelopen 22 jaar eerder heeft gemerkt dat de veldwerkers, de echte werkers die soms honderden stemmen halen, niet werden verkozen omdat ze gewoon te slecht op een lijst stonden. Bij de laatste verkiezingen bijvoorbeeld kon de heer Olivier de Clippelé, die tot voor kort in dit parlement zetelde, ondanks zijn 600 stemmen niet van de laatste plaats worden gekozen, omdat hij werd ingehaald door kandidaten met minder dan de helft van zijn score. Dit soort situaties is onbegrijpelijk voor de burger.

De spreker zegt dat hij op 22 jaar tijd al wat verkiezingen heeft meegemaakt. En hij moet vaak aan de burgers uitleggen dat hij niet verkozen was terwijl hij wel genoeg stemmen had. Zo kreeg hij in 2009 meer stemmen dan meer dan de helft van de leden van dit parlement en werd hij niet verkozen, en in 2014 kreeg hij meer stemmen dan twee derde van de leden van dit parlement en werd hij niet verkozen. Dit gaat over de kwalijke gevolgen van de partcipratie en de gevolgen van een slechte plaatsing op een lijst. Voorts wijst hij erop dat de heer De Bock in 2009 dankzij zijn stemmen werd verkozen, toen zij als kandidaten op dezelfde lijst

aujourd’hui n’auraient, légitimement, pas dû être élues, ou en tout cas pas à la place où elles l’ont été.

Il indique ne pas être un tribun, une vedette, un fils de politicien, un fils de footballeur ni même un père de footballeur. C’est son travail de terrain qui a pu être mis en valeur au travers des scores qu’il a pu réaliser.

Selon lui, il n’y a pas autant de naïveté qu’ils prétendent dans les questions que certains posent, et certains feignent une certaine forme d’idiotie.

Il a entendu M. Vanden Borre indiquer qu’il ne soutiendra pas la proposition. Lors des dernières élections communales, il a réalisé le deuxième score de sa liste, mais comme il était troisième score sur sa liste, il n’était pas prioritaire. En principe, il n’aurait donc pas dû être élu à la Ville de Bruxelles.

M. Benjumea Moreno, lui, est moins légitime que 16 candidats qui sont passés avant lui et qui ont fait plus de voix que lui.

M. Mouhssin, quant à lui, a fait le cinquième score sur sa liste tout en étant quatrième candidat. Le fait qu’il ait démissionné n’empêche pas qu’il ait été élu. Toutefois, il n’est pas le moins légitime, puisqu’il y en a qui ont bien moins de légitimité que lui et qui, aujourd’hui, siègent néanmoins au détriment de personnes qui, elles, n’ont pas pu siéger.

En étant deuxième, troisième ou quatrième candidat sur une liste, il est évidemment plus facile d’être élu qu’en étant 20^e, 30^e ou 40^e sur une liste. C’est normal parce qu’aller présenter sa candidature auprès de quelqu’un en disant que l’on figure loin sur la liste est loin d’être évident. Il faut alors se battre davantage. La première fois qu’il a été élu, il était 36^e candidat, et cela ne l’a pas empêché de faire plus de voix que 25 des candidats sur sa liste.

Il indique encore avoir été surpris de la position de M. Magdalijns parce qu’aujourd’hui, il devrait techniquement être bourgmestre. Il en a la légitimité puisqu’il a réalisé le deuxième score de sa liste.

Par ailleurs, il indique qu’il se rend bien compte qu’en évoquant la situation des uns et des autres, il va susciter beaucoup de remarques et de commentaires. C’est normal parce que chacun a un peu l’impression d’être visé. Mais il voulait évoquer des cas concrets.

Il souligne que la dévolution de la case de tête pose problème parce que les gens aujourd’hui ne savent pas les effets pervers que représente cette case de tête. Ils savent qu’ils soutiennent un parti, mais bien souvent ils ignorent l’effet dévolutif.

Concernant les dépenses électorales, il indique que c’est un débat qui devra être abordé. Il faudra peut-être légiférer pour éviter qu’on ait des transferts de moyens. M. Talhi a raison lorsqu’il indique qu’il n’y a pas de sanction alors qu’il y a de réels abus.

stonden. En de meeste personen die vandaag het woord hebben gevoerd, hadden niet verkozen mogen worden, althans niet op de plaats waar ze stonden.

Hij zegt dat hij geen volksmenner is, geen vedette, geen zoon van een politicus, geen zoon van een voetballer of zelfs geen vader van een voetballer. Het was zijn veldwerk dat naar voren kwam in de scores die hij wist te behalen.

Volgens hem is er niet zoveel naïviteit als men beweert in de vragen die sommigen stellen en veinzen sommigen een zekere vorm van idiotie.

Hij heeft gehoord dat de heer Vanden Borre heeft aangegeven dat hij het voorstel niet zal steunen. Bij de laatste gemeenteraadsverkiezingen scoorde hij als tweede op zijn lijst, maar omdat hij als derde op de lijst stond, kreeg hij geen voorrang. In principe had hij dus niet verkozen mogen worden voor de Stad Brussel.

De heer Benjumea Moreno is minder legitiem dan 16 kandidaten voor hem en die meer stemmen hebben gekregen dan hij.

De heer Mouhssin behaalde de vijfde score op zijn lijst, terwijl hij vierde kandidaat was. Het feit dat hij ontslag heeft genomen, belet niet dat hij verkozen werd. Hij is echter niet de minst legitieme, want er zijn personen die veel minder legitiem zijn dan hij en die vandaag toch een zetel hebben ten koste van personen die de zetel niet kregen.

Als tweede, derde of vierde kandidaat op een lijst is het natuurlijk gemakkelijker om verkozen te worden dan als 20ste, 30ste of 40ste op een lijst. Dat is normaal, want tegen iemand zeggen dat men kandidaat is, maar wel onderaan de lijst, is verre van vanzelfsprekend. Moet men meer vechten. De eerste keer dat hij werd verkozen, was hij de 32ste kandidaat en dat heeft hem niet belet om meer stemmen te behalen dan 25 van de kandidaten op zijn lijst.

Hij zegt voorts dat hij verbaasd is over het standpunt van de heer Magdalijns omdat hij technisch gezien vandaag burgemeester zou moeten zijn. Hij heeft de legitimiteit om dat te doen, aangezien hij de op één na hoogste score op zijn lijst behaalde.

Voorts zegt hij dat hij zich er terdege van bewust was dat het noemen van de situatie van elk van hen veel opmerkingen en commentaar zou opleveren. Dat is normaal omdat iedereen zich een beetje aangesproken voelt. Maar hij wilde concrete gevallen noemen.

Hij wijst erop dat de devolutieve werking van de lijststem problematisch is omdat de mensen zich vandaag de dag niet bewust zijn van de ongewenste effecten van die lijststem. Zij weten dat ze een partij steunen, maar kennen vaak niet de devolutieve werking.

Het debat over de verkiezingsuitgaven is een debat dat zal moeten worden gevoerd. Het kan misschien nodig zijn wetgeving op te stellen om de overdracht van middelen te voorkomen. De heer Talhi heeft gelijk wanneer hij zegt dat er geen sancties zijn terwijl er echte misstanden zijn.

En conclusion, il dit espérer que tout cela ne fera pas un écran de fumée par rapport au débat nécessaire et utile sur la suppression de cet effet dévolutif qui a des conséquences absolument dramatiques pour de vraies jeunes pousses.

M. Christophe Magdalijns répond à ce qui a été dit en indiquant qu'il y avait une demande forte sur le décumul entre les fonctions régionales et communales. Son parti a fait ce décumul avant le vote intervenu au niveau du Parlement. Il y a donc des personnes qui sont légitimes pour devenir bourgmestre à un moment donné. Il y a aussi un dialogue entre celles et ceux qui prennent des responsabilités au niveau local et au niveau régional. Il estime qu'il y a eu à Auderghem un dialogue tout à fait serein, entre des personnes posées avec de bons bilans. L'un est devenu bourgmestre d'Auderghem et a préparé son ou sa successeure, et un autre s'est présenté au niveau régional. C'est cela aussi, le système électoral sain que l'on veut avoir demain.

M. Ahmed Mouhssin remarque que M. Coomans de Brachène a remis en question sa légitimité lorsqu'il a été élu conseiller communal. Mais il tient à préciser qu'il était quatrième sur la liste Ecolo et qu'il a été le cinquième élu puisque la personne qui a eu plus de voix que lui est passée devant lui. C'est bien la démonstration que ce texte n'a aucun intérêt.

Par ailleurs, il est scandaleux de remettre en question la légitimité d'un certain nombre d'élus, dans la mesure où c'est la loi qui donne une légitimité suite à des élections.

Enfin, il est scandaleux de parler d'idiotie concernant les interventions des collègues. Un commissaire n'a pas à traiter d'idioties les propos de ses collègues. C'est complètement déplacé.

M. Juan Benjumea Moreno indique ne pas vouloir rentrer dans le débat concernant les personnes.

Par contre, il remarque qu'il est ici question de la démocratie locale. En réalité, il existe un système à deux vitesses, avec l'utilisation du système D'Hondt au niveau régional et le système Imperiali au niveau communal.

Il constate que les auteurs de la proposition ne souhaitent pas supprimer la case de tête. Mais si celle-ci n'a plus aucun effet, c'est une suppression. Quel serait alors l'intérêt pour les citoyens ? En effet, on pourra voter pour un parti, mais ensuite on serait obligé de choisir entre les candidats ou d'émettre un vote blanc, mais on ne pourrait pas choisir l'ordre de la liste telle qu'elle est présentée. C'est un changement vis-à-vis du système qui existe aujourd'hui.

Le fait que M. Coomans de Brachène ait consacré autant d'efforts et de temps à rechercher candidat par candidat les voix de préférence obtenues démontre très bien comment la logique individualiste prédomine ici. En effet, cela suppose que c'est le vote individuel qui donne une légitimité absolue ou plus grande que les autres. Mais à la Ville de Bruxelles, aux dernières élections, sur la liste MR, 7 % des voix émises sont allés à M. Coomans de Brachène. Cela veut aussi dire que 93 % n'ont pas voté pour lui. Donc finalement, quelle est

Ten slotte hoopt hij dat dit alles geen rookgordijn zal optrekken voor het noodzakelijke en nuttige debat over de afschaffing van deze devolutieve werking, die absoluut dramatische gevolgen heeft voor echte jonge talenten.

De heer Christophe Magdalijns replieert op deze woorden door aan te geven dat er een sterke vraag was naar decumulatie tussen gewestelijke en gemeentelijke functies. Zijn partij heeft deze decumulatie toegepast nog voor de stemming in het parlement. Er zijn dus personen die op een bepaald moment de legitimiteit hebben om burgemeester te worden. Er is ook een dialoog tussen de verantwoordelijken op lokaal en gewestelijk niveau. Hij meent dat er in Oudergem een vrij rustige dialoog is geweest tussen personen met goede balansen. Eén werd burgemeester van Oudergem en bereidde zijn opvolger voor, een ander stelde zich kandidaat op gewestelijk niveau. Dit is ook het gezonde kiesstelsel dat we morgen willen hebben.

De heer Ahmed Mouhssin merkt op dat de heer Coomans de Brachène zijn legitimiteit in twijfel heeft getrokken toen hij als gemeenteraadslid werd verkozen. Hij wil er echter op wijzen dat hij vierde was op de Ecolo-lijst en dat hij de vijfde verkozen was omdat de persoon die meer stemmen had dan hij, hem is voorgegaan. Dat is het bewijs dat deze tekst geen nut heeft.

Bovendien is het schandalig om de legitimiteit van een aantal verkozenen in twijfel te trekken, aangezien het de wet is die de legitimiteit verleent na verkiezingen.

Ten slotte is het schandalig om over idiotie te spreken in verband met de woorden van collega's. Een commissielid moet wat collega's zeggen niet als onzin behandelen. Dat is volkomen ongepast.

De heer Juan Benjumea Moreno geeft aan zich niet te willen mengen in het debat over personen.

Hij merkt echter op dat het hier om lokale democratie gaat. In werkelijkheid is er een tweeledig systeem, het D'Hondt-systeem op gewestelijk niveau en het Imperiali-systeem op gemeentelijk niveau.

Hij stelt vast dat de indieners van het voorstel de lijststem niet willen afschaffen. Als echter de lijststem geen effect meer heeft, is er sprake van een afschaffing. Welk nut zou dit voor de burgers opleveren? Men zal inderdaad op een partij kunnen stemmen maar vervolgens zou men moeten kiezen tussen stemmen voor kandidaten of een blanco stem uitbrengen, men zou niet de volgorde van de lijst kunnen kiezen zoals die wordt voorgelegd. Dit is een verandering ten opzichte van het bestaande systeem.

Het feit dat de heer Coomans de Brachène zoveel moeite en tijd heeft gestoken in het opzoeken van de per kandidaat behaalde voorkeursstemmen geeft heel goed aan hoe de individualistische logica hier overheerst. Dit veronderstelt namelijk dat de individuele stem een absolute of grotere legitimiteit geeft dan de andere stemmen. Maar bij de laatste verkiezingen voor Brussel-Stad ging op de MR-lijst 7% van de uitgebrachte stemmen naar de heer Coomans de Brachène. Dit betekent ook dat 93% niet op hem heeft gestemd. Wat is

sa légitimité, même s'il a obtenu le deuxième ou troisième score de la liste ?

Même s'il y des élections entre des partis, cela ne veut pas dire que ce soit une particratie absolue, puisqu'il y a les voix de préférence. En outre, il devrait y avoir une certaine démocratie au sein des partis pour que les membres du parti eux-mêmes, et pas juste le top du parti, puissent décider qui doit figurer sur la liste.

Par ailleurs, au niveau communal, il est très rare qu'un candidat avec un grand nombre de voix de préférence ne soit pas élu.

Selon lui, on détourne ici vraiment le débat. Il y aujourd'hui une logique de concurrence entre les partis pour la répartition des sièges entre les listes. Par la suite, il y a un système mixte, où les citoyens peuvent décider eux-mêmes d'appuyer, s'ils le souhaitent, l'ordre des candidats tel que proposé.

M. Emmanuel De Bock dit trouver tous les arguments respectables et qu'il n'y en a pas de meilleurs que d'autres. Il y a, naturellement, des points de vue différents.

Il est un petit peu malheureux qu'à l'occasion de cette proposition, on en soit venu à discuter de personnalisation. Mais cela s'explique par le fait qu'il y a beaucoup d'individualisme au sein des listes électorales et beaucoup de concurrences internes.

L'orateur indique qu'il a été choqué d'entendre M. Coomans de Brachène dire qu'en 2009, il aurait été élu grâce à ses voix. Pourtant, à l'époque les électeurs FDF votaient à 50 % en cas de tête, alors que 90 % des électeurs MR votaient pour des personnes. Néanmoins, tant Mme Antoinette Spaak que M. Bernard Clerfayt ont été élus depuis le fond de liste. Et ce sont M. Gaëtan Van Goidsenhoven et l'orateur qui ont été les suppléants respectifs de ces deux personnes. Il indique donc ne devoir aucune voix à M. Coomans de Brachène. Il remarque encore que le débat qu'il a amené est pauvre et terriblement déforçant par rapport à la proposition qu'il soumet à la commission.

En ce qui concerne la proposition, il indique que le système électoral communal peut être considéré comme choquant, dès lors que le système Imperiali permet avec 40 % des voix d'obtenir 51 % des sièges. Il indique faire partie de gens qui comprennent l'esprit du législateur qui a créé effectivement ces différences parce qu'il a voulu donner une dose de scrutin majoritaire sous couvert, effectivement, de proportionnelle. Ce débat mérite peut-être d'être posé, et il faudrait peut-être d'abord s'attaquer à cela. C'est selon lui tout le sens, en fait, des interventions qui se sont tenues ce matin.

On a un modèle électoral dont on a hérité. On pourrait, le cas échéant, l'améliorer, mais on ne peut pas en faire le procès avec une dose d'impertinence et parfois de mauvaise foi. Enfin, il dit regretter que la proposition très louable de Mme d'Ursel ait pu soulever autant de passions peut-être un peu déplacées.

dan uiteindelijk zijn legitimiteit, ook al heeft hij de derde of tweede hoogste score op de lijst?

Zelfs als er tussen de partijen verkiezingen zijn, betekent dit niet dat het een absolute particratie is, aangezien er voorkeurstemmen zijn. Bovendien zou er binnen de partijen enige democratie moeten zijn, zodat de partijleden zelf, en niet alleen de partijtop, kunnen beslissen wie er op de lijst moet komen.

Bovendien komt het op gemeentelijk vlak zeer zelden voor dat een kandidaat met een hoog aantal voorkeurstemmen niet wordt gekozen.

Volgens hem wordt er echt een andere wending aan het debat gegeven. Vandaag is er een logica van concurrentie tussen de partijen om de zetelverdeling tussen de lijsten. Vervolgens is er een gemengd systeem waarbij de burgers zelf kunnen beslissen om de voorgestelde volgorde van de kandidaten te steunen indien zij dat wensen.

De heer Emmanuel De Bock vindt dat alle argumenten aanvaardbaar zijn en dat het ene argument niet beter is dan het andere. Er zijn uiteraard verschillende standpunten.

Het is enigszins ongelukkig dat dit voorstel heeft geleid tot een discussie over personen. Dat wordt echter verklaard doordat er veel individualisme is binnen de kieslijsten en veel interne concurrentie.

De spreker verklaart geschockt te zijn door de uitspraak van de heer Coomans de Brachène dat hij in 2009 zou zijn verkozen dankzij zijn stemmen. Destijds stemde echter 50% van de FDF-kiezers voor de lijststem, terwijl 90% van de MR-kiezers op personen stemde. Toch werden zowel Antoinette Spaak als Bernard Clerfayt, onderaan de lijst, verkozen. En het zijn de heer Gaëtan Van Goidsenhoven en de spreker die de respectievelijke opvolgers waren van deze twee personen. Hij verklaart dus dat hij geen stemmen verschuldigd is aan de heer Coomans de Brachène. Hij merkt ook op dat het door hem in gang gezet debat pover en echt vertekend is ten opzichte van het voorstel dat hij aan de commissie voorlegt.

Met betrekking tot het voorstel zegt hij dat het gemeentelijk kiesstelsel als schokkend kan worden beschouwd aangezien het Imperiali-stelsel het mogelijk maakt dat met 40% van de stemmen 51% van de zetels kan worden behaald. Hij verklaart te behoren tot degenen die de bedoeling van de wetgever begrijpen, die deze verschillen heeft gecreëerd om meer gewicht te geven aan een meerderheidsstelsel binnen een evenredigheidsstelsel. Dit debat verdient misschien te worden gevoerd en misschien moet dat eerst worden aangepakt. Dit is in feite het hele punt van de interventions die vanmorgen zijn gehouden.

Wij hebben een overgeërfd verkiezingsmodel. Men zou het in voorkomend geval kunnen verbeteren, maar we moeten ons hoeden voor vrijpostigheid en soms slechte wil. Tot slot zegt hij te betreuren dat het zeer lovenswaardige voorstel van mevrouw d'Ursel tot zoveel heisa heeft geleid, die soms ongepast was.

M. Pierre Kompany indique avoir, par deux fois, entendu une référence à sa personne. Il précise que les propos tenus par M. Coomans de Brachène n'ont, à son sens, pas leur place dans un débat parlementaire. Il rappelle qu'il n'y avait aucune raison de viser le football, alors qu'il ne s'agit que d'un sport parmi tant d'autres.

Il rappelle, en ce qui le concerne, qu'à l'âge de 16 ans déjà il était un homme engagé. Par ailleurs, il rappelle aussi avoir été en son temps la victime d'un bris d'alliance au soir d'élections communales.

Il dit encore être très sincèrement déçu de l'intervention de M. Coomans de Brachène, alors même que Mme d'Ursel essaye d'équilibrer les choses.

M. Ahmed Mouhssin indique souhaiter, dans un premier temps, remercier effectivement le groupe MR d'avoir accepté, en 2020, de reporter son texte parce que l'on attendait effectivement d'autres textes. Il remarque que lorsque ce même groupe a finalement redemandé d'inscrire ce texte à l'ordre du jour de la commission, cela a été fait dans la semaine. Cela prouve bien que chacun essaie de travailler de manière constructive.

Il remarque qu'un des déposants de la proposition s'est exprimé de manière assez binaire en disant qu'il s'agissait soit de soutenir le texte et donc la démocratie, soit de soutenir les partis. Il indique ne pas voir les choses de cette façon. La politique, c'est avant tout de la nuance et de l'équilibre. Donc, poser le débat comme cela a été fait, c'est déjà le biaiser.

En ce qui concerne le lien avec le niveau de pouvoir régional, c'est Mme d'Ursel qui l'a fait dans son intervention, en reprenant les éléments avancés par des députés lors du débat régional. Ce sont donc les auteurs de la proposition qui créent la confusion. Les autres orateurs sont donc, après, obligés de rebondir là-dessus.

Il rappelle, enfin, que son unique question reste de savoir si la case de tête a de l'importance ou non. Il indique pouvoir comprendre que certains voudraient la supprimer. Les auteurs de la proposition indiquent néanmoins vouloir maintenir la case de tête dans la mesure où celle-ci, selon l'article 55 du code électoral, prévoit qu'il faille faire l'addition du nombre de voix en case de tête et du nombre de voix préférentielles. Il précise toutefois que si la case de tête n'a plus d'importance, elle pourrait tout aussi bien être supprimée, et c'est tout à fait possible. Le fait que les auteurs de la proposition ne veuillent pas la supprimer crée beaucoup trop de confusion.

Quant à l'effet de la suppression de la dévolution de la case de tête pour la désignation des suppléants, il remarque que rien n'était prévu dans la proposition initiale. C'est pour cette raison que les auteurs de la proposition ont, maintenant, déposé un amendement. Mais déposer un amendement en séance ne permet pas de l'analyser comme il conviendrait. Puisque la proposition en discussion date déjà de 2020, il aurait tout à fait été possible de déposer cet amendement beaucoup plus tôt.

De heer Pierre Kompany zegt dat er tot tweemaal toe naar hem werd verwezen. De opmerkingen van de heer Coomans de Brachène horen niet thuis in een parlementair debat. Hij herinnert eraan dat de verwijzing naar het voetbal absoluut niet nodig was aangezien het slechts een sport zoals elke andere sport is.

Hij herinnert eraan dat hij op 16-jarige leeftijd al een geëngageerd man was. Hij herhaalt tevens dat hij ooit het slachtoffer was van een verbroken alliantie op de avond van gemeenteraadsverkiezingen.

Voorts deelt hij zijn grote teleurstelling mee over de tussenkomst van de heer Coomans de Brachène, ook al tracht mevrouw d'Ursel het evenwicht te herstellen.

De heer Ahmed Mouhssin zegt dat hij vooreerst de MR-fractie wil bedanken voor het feit dat zij ermee heeft ingestemd haar tekst in 2020 uit te stellen omdat er effectief andere teksten werden verwacht. Hij merkt op dat toen diezelfde fractie uiteindelijk vroeg om deze tekst op de agenda van de commissie te zetten, dit binnen een week gebeurde. Dat bewijst dat iedereen constructief te werk probeert te gaan.

Hij merkt op dat een van de indieners van het voorstel zich nogal zwart-wit had uitgedrukt door te zeggen dat het er ofwel om ging de tekst en dus de democratie te steunen, ofwel de partijen te steunen. Hij ziet dat zo niet. Politiek draait vooral om nuance en evenwicht. Door het debat te voeren zoals het is gevoerd, wordt het dus al scheefgetrokken.

Wat het verband met het gewestelijke bestuursniveau betreft, is het mevrouw d'Ursel die in haar toespraak dit verband legde door de elementen die door parlementsleden tijdens het gewestelijk debat naar voren waren gebracht, over te nemen. Het zijn dus de indieners van het voorstel die de verwarring scheppen. De andere sprekers zijn dan ook verplicht hier verder op in te gaan.

Ten slotte herinnert hij aan zijn enige vraag: is de lijststem belangrijk of niet. Hij zegt te begrijpen dat sommigen de lijststem zouden willen afschaffen. De indieners van het voorstel geven niettemin aan dat zij de lijststem willen handhaven voor zover deze volgens artikel 55 van de kieswet bepaalt dat het aantal lijststemmen en het aantal voorkeurstemmen bij elkaar moeten worden opgeteld. Hij wijst er echter op dat als de lijststem geen belang meer heeft, ze net zo goed kan worden afgeschaft, en dat is heel goed mogelijk. Het feit dat de indieners van het voorstel het niet willen schrappen, schept te veel verwarring.

Met betrekking tot het effect van de afschaffing van de devolutie van de lijststem voor de aanwijzing van opvolgers merkt hij op dat in het oorspronkelijke voorstel niets was bepaald. Om die reden hebben de indieners van het voorstel nu een amendement ingediend. De indiening van een amendement tijdens de vergadering maakt het echter niet mogelijk het te analyseren zoals het hoort. Dit amendement had al veel eerder kunnen worden ingediend aangezien dit voorstel al van 2020 dateert.

Pour toutes ces raisons, son groupe votera contre la proposition.

M. Marc-Jean Ghyssels indique qu'en ce qui le concerne, le maintien de la case de tête ne le dérange pas. Il peut en effet être envisagé qu'un électeur qui choisit de voter en case de tête, le fasse en laissant le soin aux autres électeurs de déterminer les candidats élus.

Il remarque que le système utilisé actuellement fonctionne bien. Par ailleurs, contrairement à ce qui a été dit, il pense que les électeurs qui souhaitent comprendre ce système le peuvent assez facilement dès lors que celui-ci n'est pas si compliqué.

Il a également été dit qu'il fallait, à tout prix, un peu étouffer la particratie. Mais cet argument est difficilement audible quand on sait la discipline qui règne actuellement dans le parti des auteurs de la proposition. Par ailleurs, il remarque qu'il est, à la fois, dit que les partis doivent avoir moins de pouvoir mais aussi que dans le positionnement de la liste les partis auront toujours le choix de mettre les candidats qu'ils choisissent. Or, si l'on veut aller jusqu'au bout du raisonnement des auteurs de la proposition, il faudrait imposer à chaque parti de tirer au sort les candidats qui figureront sur la liste, afin d'éviter toute allégeance vis-à-vis de la direction du parti.

M. Geoffroy Coomans de Brachène indique avoir, dans son intervention, simplement évoqué les scores électoraux des uns et des autres. Il lui semble que ce n'est pas une insulte que d'évoquer ceux-ci de façon objective.

Il indique encore, à l'attention de M. Kompany, ne pas se sentir concerné par ce qu'il a dit, tout simplement parce que ça n'est pas lui qui a évoqué le cas d'un père de footballeur. Il ne faisait, en fait, que reprendre les propos évoqués par un commissaire socialiste.

M. Marc-Jean Ghyssels indique ne pas accepter ce qui vient d'être dit. C'est bien M. Coomans de Brachène qui a volontairement cité le cas de M. Kompany. L'orateur avait, lui, donné en exemple des journalistes, des comédiens, des sportifs et des joueurs de football. Il indique, par ailleurs, maintenir ses propos qui n'avaient rien d'insultant, contrairement à ceux de M. Coomans de Brachène.

M. Geoffroy Coomans de Brachène rappelle que la proposition porte sur le choix pour un renforcement de la démocratie ou pour une forme de particratie. La particratie se définit comme une forme de démocratie tronquée par des effets pervers qui empêchent d'exprimer pleinement un choix démocratique.

Or, dans cette assemblée régionale, à peu près un tiers des élus manquent parfois de légitimité parce qu'ils n'ont pas de légitimité par rapport à d'autres. Au niveau communal c'est la même chose. En effet, certains élus siègent aujourd'hui dans les assemblées communales en ayant parfois nettement moins de voix que certains non-élus.

Om al deze redenen zal zijn fractie tegen het voorstel stemmen.

De heer Marc-Jean Ghyssels zegt geen bezwaar te hebben tegen het behoud van de lijststem. Er zou inderdaad kunnen worden overwogen dat een kiezer die ervoor kiest om voor de lijststem te stemmen, dit doet en het aan de andere kiezers overlaat om de verkozen kandidaten te bepalen.

Volgens hem werkt het bestaande systeem goed. Bovendien gelooft hij, in tegenstelling tot wat er is gezegd, dat kiezers die het systeem willen begrijpen, dat vrij gemakkelijk kunnen doen omdat het niet zo ingewikkeld is.

Er werd ook gezegd dat het noodzakelijk was om kost wat kost de particratie een beetje te temperen. Maar dit argument is moeilijk te begrijpen wanneer men de discipline kent die momenteel heerst in de partij van de indieners van het voorstel. Bovendien merkt hij op dat er aan de ene kant wordt gezegd dat de partijen minder macht zouden moeten hebben, maar aan de andere kant dat de partijen bij de opstelling van de lijst altijd de keuze zullen hebben om de kandidaten van hun keuze te plaatsen. Maar als we de redenering van de indieners van het voorstel willen doortrekken, zou elke partij moeten worden verplicht de kandidaten te loten die op de lijst komen te staan, om elke vorm van getrouwheid aan de leiding van de partij te voorkomen.

De heer Geoffroy Coomans de Brachène zegt dat hij in zijn toespraak slechts heeft verwezen naar de verkiezingsresultaten van enkelen. In zijn ogen is het geen belediging als men er objectief naar verwijst.

Hij geeft de heer Kompany ook mee dat hij zich niet aangesproken moet voelen door wat hij heeft gezegd, eenvoudigweg omdat hij het niet was die het geval van de vader van een voetballer had genoemd. Hij heeft eigenlijk alleen maar herhaald wat een socialistisch commissielid heeft gezegd.

De heer Marc-Jean Ghyssels verklaart dat hij niet akkoord gaat met wat zojuist is gezegd. Het was echt wel de heer Coomans de Brachène die bewust het geval van de heer Kompany heeft aangehaald. De spreker had journalisten, acteurs, sporters en voetballers als voorbeelden genoemd. Hij zegt ook dat hij bij zijn woorden blijft, die niet beledigend waren, in tegenstelling tot de woorden van de heer Coomans de Brachène.

De heer Geoffroy Coomans de Brachène herhaalt dat het voorstel betrekking heeft op de keuze voor een versterking van de democratie of voor een vorm van particratie. De particratie wordt gedefinieerd als een vorm van democratie die wordt afgezwakt door perverse effecten die het maken van een volledige democratische keuze in de weg staan.

In deze gewestelijke assemblée mist ongeveer een derde van de verkozenen soms legitimiteit aangezien ze geen legitimiteit hebben ten opzichte van anderen. Het is hetzelfde op gemeentelijk niveau. In feite zitten sommige gekozen vertegenwoordigers tegenwoordig in gemeentelijke vergaderingen, soms met veel minder stemmen dan sommige niet-gekozen kandidaten.

Il indique avoir entendu certains remettre sa propre légitimité en cause parce qu'il n'avait que 7 % des voix, mais il précise qu'il était troisième et qu'il a aussi fait le 3^e meilleur score. Mais, effectivement, dans le contexte actuel, il aurait pu être moins légitime que le quatrième, que le cinquième ou que le sixième candidat, par exemple.

Il précise que la proposition a pour but de laisser la possibilité à de nouvelles pousses d'émerger sans tenir compte des travers de l'effet dévolutif de la case de tête.

Enfin, il indique que si les députés sont des experts de la politique parce qu'ils baignent dedans tous les jours, les citoyens, quant à eux, n'ont pas forcément la même connaissance des finesse et des petits effets pervers du système électoral. Il dit donc espérer, même si cette proposition devait ne pas être adoptée, que la majorité aura tout de même à cœur de corriger les effets pervers qui existent.

Le président signale, pour la clarté, au nom des institutions, que tout élu sortant d'une élection qui n'est pas contestée est légitime.

Mme Anne-Charlotte d'Ursel remarque, concernant son amendement, que le règlement de l'assemblée permet de déposer un amendement comme cela a été fait aujourd'hui.

En ce qui concerne les exemples donnés par M. Coomans de Brachène pour illustrer les propos de la dévaluation de la case de tête, il ne faut pas que certains prennent mal le fait d'avoir été cité, car seuls des faits ont été exprimés et personne ne comptait dénigrer qui que ce soit parce qu'il aurait été élu par la suppléance. C'est important de le dire.

Enfin, elle rappelle que sa proposition ne visait qu'une plus grande lisibilité et une cohérence du système électoral pour les lecteurs. Elle vise à restaurer la confiance des citoyens en aspirant à plus de transparence et de respect du choix de l'électeur à 100 %.

III. Discussion des articles

Article 1^{er}

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Article 2

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 2 est rejeté par 12 voix contre 2.

Hij hoorde sommige mensen zijn legitimiteit in twijfel trekken omdat hij slechts 7% van de stemmen behaalde, maar hij benadrukt dat hij derde was en dat hij ook de op twee na beste score had. Maar in de huidige context zou hij inderdaad minder legitim kunnen zijn dan bijvoorbeeld de vierde, vijfde of zesde kandidaat.

Hij verduidelijkt dat het voorstel bedoeld is om nieuwe kandidaten te laten opkomen zonder rekening te houden met de devolutieve werking van de lijststem.

Tot slot geeft hij aan dat de parlementsleden weliswaar experts zijn in de politiek, omdat zij er dagelijks in worden ondergedompeld, maar dat de burgers niet noodzakelijkerwijs dezelfde kennis hebben van de subtiliteiten en de kleine kwalijke gevolgen van het kiesstelsel. Hij hoopt dan ook dat, zelfs als dit voorstel niet zou worden goedgekeurd, de meerderheid er toch naar zal streven de bestaande kwalijke gevolgen weg te werken.

De voorzitter wijst er voor alle duidelijkheid en namens de instellingen op dat elke na een onbetwiste verkiezing gekozen kandidaat, legitim is.

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel merkt op, met betrekking tot haar amendement, dat het reglement van de assemblee toestaat dat een amendement wordt ingediend zoals vandaag is gebeurd.

Met betrekking tot de voorbeelden die de heer Coomans de Brachène aanhaalde ter illustratie van de devolutie van de lijststem, moeten diegenen die geciteerd werden dat niet verkeerd opvatten. Er werden immers enkel feiten meegedeeld en niemand wou iemand vernederen omdat hij zou zijn verkozen bij opvolging. Het is belangrijk dit te vermelden.

Tot slot wijst ze erop dat haar voorstel alleen tot doel had het kiesstelsel leesbaarder en coherenter te maken voor de kiezers. Zij wil het vertrouwen van de burgers herstellen door te streven naar meer transparantie en respect voor de keuze van de kiezer en dit voor de volle 100%.

III. Bespreking van de artikelen

Artikel 1

Dit artikel lokt geen enkel commentaar uit.

Stemming

Artikel 1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Artikel 2

Dit artikel lokt geen enkel commentaar uit.

Stemming

Artikel 2 wordt verworpen met 12 stemmen, tegen 2.

Article 3 (nouveau)

L'amendement n° 1, qui vise à ajouter un article 3, ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'amendement n° 1 est rejeté par 12 voix contre 2.

IV. Vote sur l'ensemble de la proposition d'ordonnance

La proposition d'ordonnance dans son ensemble est rejetée par 12 voix contre 2.

- *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur

Hicham TALHI

Le Président

Guy VANHENGEL

Artikel 3 (nieuw)

Amendment nr. 1 dat de toevoeging van een artikel 3 beoogt, lokt geen enkel commentaar uit.

Stemming

Amendment nr. 1 wordt verworpen met 12 stemmen, tegen 2.

IV. Stemming over het geheel van het voorstel van ordonnantie

Het voorstel van ordonnantie wordt in zijn geheel verworpen met 12 stemmen tegen 2.

- *Vertrouwen wordt geschenken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

Hicham TALHI

De Voorzitter

Guy VANHENGEL

V. Amendement

N° 1 (de Mme Anne-Charlotte d'Ursel et Mme Dominique Dufourny)

Article 3 (nouveau)

Il est inséré un nouvel article 3, rédigé comme suit :

« Art. 3 - Dans l'article 58 du Code électoral communal bruxellois, l'alinéa 2 du §1er est abrogé. ».

JUSTIFICATION

Le même principe doit prévaloir pour la désignation des suppléants. Dès lors, il convient d'apporter une modification à l'article 58, qui établit que cette désignation se fait de la même manière que pour la désignation des élus : « Préalablement à leur désignation, le bureau principal, ayant désigné les élus, procède à une nouvelle attribution individuelle aux candidats non élus de la moitié du nombre des votes favorables à l'ordre de présentation, telle qu'elle est déterminée à l'article 57, alinéa 2, cette attribution se faisant de la même manière que pour la désignation des élus, mais en commençant par le premier des candidats non élus, dans l'ordre d'inscription au bulletin de vote. ».

V. Amendement

Nr. 1 (van mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel en mevrouw Dominique Dufourny)

Artikel 3 (nieuw)

Een nieuw artikel 3 toe te voegen, luidend als volgt :

« Art. 3 - In artikel 58 van het Brussels Gemeentelijk Kieswetboek wordt het tweede lid van §1 opgeheven.».

VERANTWOORDING

Hetzelfde beginsel moet gelden voor de aanwijzing van de opvolgers. Bijgevolg is het raadzaam een wijziging aan te brengen in artikel 58, dat bepaalt dat deze aanwijzing op dezelfde wijze geschiedt als bij de aanwijzing van de verkozenen: “Voorafgaandelijk aan hun aanwijzing gaat het hoofdbureau, nadat het de verkozenen heeft aangewezen, over tot een nieuwe individuele toekenning aan de niet-gekozen kandidaten, van de helft van het aantal stemmen die gunstig zijn voor de volgorde van voordracht, zoals bepaald is in artikel 57, tweede lid, waarbij die toekenning op dezelfde manier gebeurt als voor de aanwijzing van de verkozenen, maar beginnende bij de eerste niet-gekozen kandidaat, in de volgorde van inschrijving op het stembiljet.”

